

## Statut de la demande d'information IR0080 le 26 octobre 2012

Organisation	Extension demandée	Réponse donnée		
		Économies budgétaires	Réductions d'effectifs	Impact aux niveaux de
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	O <sup>1</sup>			
Agriculture et Agroalimentaire Canada	O			
Agence de promotion économique du Canada atlantique	O			
Bureau du Vérificateur général du Canada	S/O <sup>2</sup>			
Commission de révision agricole du Canada	O			
Agence des services frontaliers du Canada	O			
Société canadienne d'hypothèques et de logement	O			
Agence du revenu du Canada	N <sup>3</sup>			
École de la fonction publique du Canada	N			
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	O			
Commission canadienne du lait	O			
Agence canadienne d'inspection des aliments	N			
Patrimoine canadien	O			
Instituts de recherche en santé du Canada	O			
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	O			
Agence canadienne de développement international	O			
Tribunal canadien du commerce extérieur	N			
Agence canadienne de développement économique du Nord	O			
Commission canadienne de sûreté nucléaire	S.O.			
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications	O			
Service canadien du renseignement de sécurité	O			
Agence spatiale canadienne	S.O.			
Commission canadienne du tourisme	O			
Société Radio-Canada	O			
Citoyenneté et Immigration Canada	N			
Centre de la sécurité des télécommunications Canada*	N			
Service correctionnel du Canada	O			
Service administratif des tribunaux judiciaires	S.O.			
Développement économique Canada pour les régions du Québec	O			
Élections Canada	S.O.			
Environnement Canada	O			
Conseil des produits agricoles du Canada	O			
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	N			
Finances Canada	N			
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	N			
Pêches et Océans Canada	O			
Affaires étrangères	N			
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	O			
Santé Canada	O			
Ressources humaines et Développement des compétences Canada (travail)	O			
Ressources humaines et Développement des compétences	O			
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	N			
Industrie Canada	O			

## Statut de la demande d'information IR0080 le 26 octobre 2012

Organisation	Extension demandée	Réponse donnée		
		Économies budgétaires	Réductions d'effectifs	Impact aux niveaux de
Centre de recherches pour le développement international	S.O.			
Commerce international	N			
Justice Canada	N			
Bibliothèque et Archives du Canada	O			
Marine Atlantique S.C.C.	O			
Centre national des arts	O			
Commission de la Capitale nationale	S.O.			
Défense nationale	O			
Office national du film du Canada	O			
Commission des libérations conditionnelles du Canada	O			
Conseil national de recherches Canada	N			
Ressources naturelles Canada	O			
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	O			
Commissariat au lobbying du Canada	S.O.			
Commissariat à l'information du Canada	S.O.			
Commissariat à l'intégrité du secteur public	S.O.			
Agence Parcs Canada	O			
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	S.O.			
PPP Canada	N			
Commissaire à la protection de la vie privée du Canada	S.O.			
Bureau du Conseil privé	N			
Agence de la santé publique du Canada	O			
Service des poursuites pénales du Canada	S.O.			
Sécurité publique Canada	O			
Commission de la fonction publique	S.O.			
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	O			
Gendarmerie royale du Canada	O			
Services partagés Canada	O			
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada	O			
Statistique Canada	O			
Téléfilm Canada	S.O.			
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée	S.O.			
Commission des champs de bataille nationaux	S.O.			
Transports Canada	O			
Bureau de la sécurité des transports du Canada	S.O.			
Conseil du Trésor du Canada	N			
Anciens Combattants Canada	N			
VIA Rail Canada Inc.	S.O.			
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	O			
<b>TOTAL CONFORME</b>		<b>40</b>	<b>19</b>	<b>20</b>
<b>%</b>		<b>49%</b>	<b>23%</b>	<b>24%</b>
<b>Nombre d'organisations qui n'ont pas communiqué avec le DPB concernant</b>				<b>17</b>

<b>CONFORME</b>
<b>NON-CONFORME</b>

1. **Oui**, l'organisation avait demandé une extension jusqu'au 19 octobre 2012.
  2. **Sans Objet**, le ministère avait déjà répondu conforme à la demande original au printemps 2012.
  3. **Non**, l'organisation n'a pas répondu à la demande d'information du DPB.
- \* L'organisation n'a pas fourni d'information en raison d'inquiétude du point de vue de la sécurité.